

MADVERTISE

Société anonyme

au capital de 1 003 991,20 €

Siège social : 56, rue de Billancourt

92100 Boulogne-Billancourt

RCS Nanterre 447 922 972

---

**RAPPORT DE GESTION INCLUANT LE RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

**(Gestion de la Société et du groupe)**

**)**

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

---

## TABLE DES MATIERES

<b>1. Environnement – Analyse de l'évolution des affaires de la Société et du groupe - Faits marquants de l'exercice clos le 31/12/2018 .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Examen des comptes sociaux .....</b>	<b>5</b>
2.1. Bilan.....	5
2.2. Résultats économiques et financiers .....	6
2.2.1. Produit d'exploitation.....	6
2.2.2. Charges générales d'exploitation.....	6
2.2.3. Amortissements et dépréciations .....	6
2.2.4. Résultat brut d'exploitation .....	7
2.2.5. Coût du risque.....	7
2.2.6. Résultat courant avant impôts.....	7
2.2.7. Bénéfice net.....	7
2.3. Tableau des résultats financiers .....	7
2.4. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement .....	8
2.5. Proposition d'affectation du résultat.....	8
2.6. Informations sur les délais de paiement.....	8
2.7. Prêts consentis par application de l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier.....	9
<b>3. Examen des comptes consolidés .....</b>	<b>9</b>
3.1. Bilan consolidé .....	9
3.2. Résultats économiques et financiers .....	9
3.2.1. Produits d'exploitation consolidés.....	9
3.2.2. Charges générales d'exploitation consolidées.....	9
3.2.3. Amortissements consolidés .....	9
3.2.4. Résultat brut d'exploitation consolidé.....	11
3.2.5. Coût du risque consolidé .....	11
3.2.6. Résultat courant avant impôts et résultat net consolidé.....	11
3.2.7. Résultat net consolidé (part du Groupe).....	11
<b>4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice .....</b>	<b>11</b>
<b>5. Progrès réalisés et difficultés rencontrées / Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir de la Société et du groupe.....</b>	<b>12</b>
<b>6. Filiales et participations .....</b>	<b>12</b>
6.1. Madvertise Média .....	12
6.2. Madvertise Agency .....	13

6.3.	Madvertise Media Gmbh .....	13
6.4.	Madvertise Mobile Advertising Srl .....	13
6.5.	Appsfire France .....	13
<b>7.</b>	<b>Participations croisées .....</b>	<b>13</b>
<b>8.</b>	<b>Risques et incertitudes.....</b>	<b>13</b>
8.1.	Principaux risques et incertitudes .....	14
8.2.	Gestion des risques .....	15
<b>9.</b>	<b>Recherche et développement .....</b>	<b>16</b>
<b>10.</b>	<b>Informations sur le personnel et l'environnement.....</b>	<b>17</b>
10.1.	Personnel.....	17
10.2.	Environnement.....	17
<b>11.</b>	<b>Conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce .....</b>	<b>17</b>
<b>12.</b>	<b>Prise de participation .....</b>	<b>17</b>
<b>13.</b>	<b>Prise de contrôle.....</b>	<b>17</b>
<b>14.</b>	<b>Cession de participation .....</b>	<b>17</b>
<b>15.</b>	<b>Rapport sur le Gouvernement d'entreprise .....</b>	<b>18</b>
15.1.	Modalités d'exercice de la direction générale de la Société .....	18
15.2.	Informations concernant les mandataires sociaux de la Société : Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés.....	18
15.3.	Convention(s) conclue(s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale .....	19
15.4.	Tableau des délégations (pouvoirs et compétences).....	19
<b>16.</b>	<b>Situation des mandats des Commissaires aux comptes .....</b>	<b>19</b>
<b>17.</b>	<b>Participations des salariés au capital .....</b>	<b>19</b>
<b>18.</b>	<b>Répartition du capital.....</b>	<b>20</b>
<b>19.</b>	<b>Rachat par la Société de ses propres actions.....</b>	<b>20</b>
<b>20.</b>	<b>Informations sur le contrat de liquidité.....</b>	<b>21</b>
<b>21.</b>	<b>Nombre de réunions annuelles du Conseil d'administration et taux de participation.....</b>	<b>21</b>

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires afin de vous rendre compte des résultats de la société Madvertise (ci-après dénommée la « **Société** ») et des sociétés de son groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et les comptes consolidés de cet exercice, ainsi que l'affectation du résultat de celui-ci.

Nous vous soumettons également à votre approbation certaines résolutions à titre extraordinaire qui vous seront présentées dans un rapport séparé.

Les documents sociaux, comptes, rapports ou autres documents et renseignements s'y rapportant vous ont été communiqués ou ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires.

Le Commissaire aux comptes de la Société vous fera part dans ses rapports, dont lecture vous sera donnée à la suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur les comptes qui vous sont présentés.

## **1. Environnement – Analyse de l'évolution des affaires de la Société et du groupe - Faits marquants de l'exercice clos le 31/12/2018**

### A. Analyse et évolution des affaires

La Société est positionnée sur deux segments de marché :

- La publicité mobile premium et à la performance avec les sociétés Madvertise Media et Appsfire en France, Madvertise Media GmbH en Allemagne et Madvertise Mobile Advertising srl en Italie permettant ainsi à nos clients de lancer leurs applications mobiles, mais aussi de les monétiser ;
- le marketing mobile au travers de la société Madvertise Agency, : ce pôle intervient très en amont dans les stratégies des grands groupes afin de penser, créer et développer les meilleurs actifs mobiles pour le compte de nos clients.

Nous vous rappelons que depuis le 20 mars 2012, les actions de la Société (code mnémorique ALMNG) ont été transférées du Marché Libre vers le marché NYSE Alternext.

### B. Recapitalisation de la Société

Au cours de l'exercice écoulé, aucune augmentation de capital n'a été effectuée.

Le capital social s'élève donc à 1 003 991,20 euros au 31/12/2018.

Pour assurer ses besoins de trésorerie dans un contexte de croissance, la Société a émis un emprunt obligataire en actions d'un montant de sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et vingt centimes d'euros (799.999,20 €) par voie d'émission de sept cent vingt-sept mille deux cent soixante-douze (727 272) Obligations Convertibles en Actions (OCA), portant intérêt au taux annuel de 5% et d'une durée de 3 ans, dans le cadre d'un placement privé, aux termes de la décision du Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2016, suivant délégation consentie par l'assemblée générale du 27 juin 2016. Parmi les conditions, la société a la possibilité de rembourser jusqu'à 75% de cet emprunt obligataire. Le financement a été activé le 03 février 2017.

La société a également souscrit le 31/10/2017 à un prêt innovation auprès de la BPI de cinq cent mille euros (500.000 €) d'une durée de 7 ans, au taux d'intérêt annuel de 4.89% payés trimestriellement. Le premier remboursement interviendra le 31/03/2020.

La société a souscrit le 23/08/2018 un emprunt auprès de la société LOOKANDFIN FINANCE de cinq cent mille euros (500.000 €) d'une durée de 4 ans, au taux d'intérêt annuel de 7.50% payés mensuellement. Le premier remboursement est intervenu le 23/09/2018.

#### C. Evolution du titre sur le marché Alternext

Au 31 décembre 2018, le cours de l'action était de 0.393 euros, en baisse par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (1,52 euros). La capitalisation boursière s'élevait à 4m€.

## 2. Examen des comptes sociaux

Les comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 que nous soumettons à votre approbation sont présentés dans les documents mis à votre disposition et dans le rapport de vos Commissaires aux comptes. Ces comptes sociaux ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les comptes sociaux présentent certains points intéressants qui seront décrits plus en détail ci-après.

### 2.1. Bilan

Le total du bilan s'élève à 11.557.939 euros pour l'exercice considéré, à euros, contre 12.043.673 euros au titre de l'exercice précédent.

Au passif, les capitaux propres s'élèvent à 5.934.939 euros, contre 7.800.652 euros au titre de l'exercice précédent.

Le capital social s'élève au 31 décembre 2018 à 1 003 991,20 euros, inchangé par rapport à la précédente clôture annuelle.

## 2.2. Résultats économiques et financiers

### 2.2.1. Produit d'exploitation

Le produit d'exploitation s'élève à 708.000 euros (contre 822.148 euros l'exercice précédent), ce qui représente une baisse de 13,87%.

### 2.2.2. Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation représentent 2.019.826 euros en 2018 (contre 1.977.761 euros en 2017), soit une hausse de 2,13%.

<i>En euros</i>	<b>Exercice 2018</b>	<b>Exercice 2017</b>
Impôts et taxes	11 057	23.383
Dotations aux amortissements	392.216	323.688
Autres achats et versements externes	1 179 112	1.239.916
Salaires et traitements	284.863	272.881
Charges sociales	122.163	110.113
Autres charges diverses d'exploitation	30.416	7.780
<b>Total</b>	<b>2.019.826</b>	<b>1.977.761</b>

Les charges achats et versements externes s'élèvent à 1.179.112 € en 2018 contre 1.239.916 € en 2017 soit une baisse de 4,89%

Par ailleurs, les frais de personnel sont en augmentation de 6,27% pour des effectifs de 5 collaborateurs en moyenne en 2018 contre 4 collaborateurs en moyenne en 2017.

La Société n'a supporté aucune dépense de travail intérimaire.

### 2.2.3. Amortissements et dépréciations

La dotation aux comptes d'amortissements et aux dépréciations des immobilisations est en augmentation en 2018 par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à une charge de 357.255 euros, contre une charge de 323.688 euros pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la mise en service des différents actifs incorporels immobilisés en 2017 et courant 2018 dont notamment la plateforme Ad exchange, Mat Data Tool et SDK.

Une dotation sur actifs circulants est à constater cette année pour un montant de 34.961 euros contre un montant nul sur l'exercice précédent.

#### 2.2.4. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation est en baisse de 13,51%. Il s'élève à (1.311.826) euros, contre un montant de (1.155.614) euros l'exercice précédent.

#### 2.2.5. Coût du risque

Le coût du risque est de 329.461 euros au 31 décembre 2018, contre 86.625 euros en 2017. Il s'explique par le coût de non conversion de l'emprunt d'OC contracté et de la dépréciation des titres de Madvertise Agency.

<i>En euros</i>	<b>Exercice 2018</b>	<b>Exercice 2017</b>
Dotations aux provisions sur créances douteuses	34.961	0
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	.0
Dotations aux provisions pour titres de participation	200.000	0
Pertes nettes sur créances irrécupérables	0	0
Provision pour risques de non conversion de l'OCA	94.500	86.625
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles	0	0
Reprises de provisions pour risques et charges	0	0
<b>Total</b>	<b>329.461</b>	<b>86.625</b>

#### 2.2.6. Résultat courant avant impôts

Le résultat courant avant impôts est de (1.693.555) euros au titre de 2018, contre une perte de (1.520.646) euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 11,36%.

Cet écart s'explique notamment avec la constatation d'une dépréciation des titres de la filiale Madvertise Agency de 200.000 euros sur l'exercice 2018.

#### 2.2.7. Bénéfice net

Le résultat net social s'élève à (1.838.576) euros, contre (1.287.237) euros pour l'exercice précédent.

### 2.3. Tableau des résultats financiers

Le tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport (Annexe 2.3).

## 2.4. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

En application des dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles d'un montant de 11.148 euros.

## 2.5. Proposition d'affectation du résultat

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices. Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, soit une perte 1.838.576 Euros, en totalité sur le compte « prime d'émission, de fusion, d'apport » qui s'élève avant imputation à 6.312.167 euros Le compte « prime d'émission, de fusion, d'apport » serait ainsi ramené à 4.473.591 euros.

## 2.6. Informations sur les délais de paiement

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes fournisseurs et des créances clients se décompose, par date d'échéance, comme suit :

	Article D. 441 L-1° : Factures <i>recues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 L-2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour [indicatif]	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)	0 jour [indicatif]	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures concernées	-					-	12					2
Montant total des factures concernées (TTC)	25	142	26	18	181	366	18	2	2	2	2	6
% du montant total des achats de l'exercice (HT)	1,74%	10,02%	1,80%	1,29%	12,78%	25,89%						
% du CA de l'exercice (HT)							2,15%	0,20%	0,20%	0,20%	0,25	0,83%
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre de factures exclues	<i>(factures interco)</i>						<i>(factures interco)</i>					
Montant total des factures exclues (TTC)	264						80					
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – Article L. 441-6 ou Article L. 443-1 du Code de commerce)</b>												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours Délais légaux : 45 jours						Délais contractuels : 60 jours Délais légaux : 45 jours					

Le Commissaire aux comptes vous présentera, dans son rapport sur les comptes annuels, ses observations sur la sincérité et la concordance de ces informations avec les comptes annuels.



## **2.7. Prêts consentis par application de l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier**

En application des Articles L. 511-6, 3 bis al. 2, R. 511-2-1-1 et R. 511-2-1-2 du code monétaire et financier nous vous précisons qu'aucun prêt entre entreprises visé à l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier n'a été consenti par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

## **3. Examen des comptes consolidés**

Le groupe réalise sa huitième consolidation au 31 décembre 2018.

### **3.1. Bilan consolidé**

Le total du bilan consolidé s'élève, pour l'exercice considéré, à environ 12.612.000 euros, contre environ 13.854.000 euros au titre de l'exercice précédent.

Au passif, les capitaux propres consolidés (part du groupe) s'élèvent à environ (2.066.425) euros, contre environ (142.000) euros au titre de l'exercice précédent.

### **3.2. Résultats économiques et financiers**

Les résultats 2018 sont comparés aux comptes 2017.

#### **3.2.1. Produits d'exploitation consolidés**

Le produit d'exploitation consolidé s'élève à environ 17.180.000 euros contre environ 18.195.000 euros pour les comptes de l'exercice précédent. Ce qui représente une baisse de 5.58 %.

#### **3.2.2. Charges générales d'exploitation consolidées**

Les charges générales d'exploitation consolidées sont d'environ 12.789.000 euros en 2018 contre environ 13.851.000 euros en 2017 soit une baisse de 7.67 %.

	<b>Exercice 2018</b>	<b>Exercice 2017</b>
Impôts et taxes	121.000	101.000
Achats consommés	12.613.000	13.697.000
Autres charges d'exploitation	55.000	53.000
<b>Total</b>	<b>12.789.000</b>	<b>13.851.000</b>

Les charges de personnel s'élèvent à environ 4.439.000 euros en 2018 contre 4.038.000 euros en 2017 pour un effectif (66 salariés). La hausse s'explique par le recrutement de profils plus seniors.

#### **3.2.3. Amortissements consolidés**

La dotation aux comptes d'amortissement et aux provisions est en augmentation en 2018 par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 896.000 euros en 2018, contre 642.000 euros en 2017.

### 3.2.4. Résultat brut d'exploitation consolidé

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'élève à (944.000) euros contre un montant de à (337.000) euros l'exercice précédent.

### 3.2.5. Coût du risque consolidé

Le coût du risque consolidé connaît une hausse en 2018 et s'élève à 333.457 euros contre 153.000 euros en 2017.

	Exercice 2018	Exercice 2017
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Dotations aux provisions pour créances douteuses	238.957	91.000
Pertes nettes sur créances irrécupérables		
Pertes risques de non conversion de l'OCA	94.500	86.600
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles (+)	0	21.600
Reprises de provisions pour risques et charges (+)	0	3.000
<b>Total</b>	<b>333.457</b>	<b>153.000</b>

### 3.2.6. Résultat courant avant impôts et résultat net consolidé

Le résultat courant des entreprises intégrées avant impôts et résultat exceptionnel est de (1.256.000) euros, contre environ (526.000) euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net des entreprises intégrées après constatation des résultats des sociétés mises en équivalence et des variations de valeur des écarts d'acquisition ressort à un montant de (1.830.000) euros, contre un résultat négatif de (1.465.000) euros au titre de l'exercice 2017.

### 3.2.7. Résultat net consolidé (part du Groupe)

Après impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à un montant d'environ (1.830.000) euros contre environ (1.465.000) euros pour l'exercice précédent.

## 4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Au cours du 1er semestre 2019, la Société a reçu le soutien de ses actionnaires de référence, via un apport en compte courant de 900 k€, afin de financer sa croissance et son besoin en fonds de roulement, remboursable en numéraire ou convertible en actions le cas échéant.

Par décision en date du 15 avril 2019, le conseil d'administration a autorisé la recapitalisation de la société MADVERTISE MOBILE ADVERTISING S.R.L, filiale à 100 % de la Société pour un montant maximal de 140 000 euros et afin de reconstituer les fonds propres de la filiale et maintenir la continuité de l'exploitation. Corrélativement la société MADVERTISE MOBILE ADVERTISING S.R.L soumet à l'assemblée générale de son actionnaire unique, la Société, une augmentation de capital au profit de la Société du montant maximal autorisé ci-avant.

## **5. Progrès réalisés et difficultés rencontrées / Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir de la Société et du groupe**

En 2018, le chiffre d'affaires a atteint 17 M€ en baisse de 5.2% par rapport à 2017.

Après un 1<sup>er</sup> semestre affecté par un contexte de marché difficile, le déploiement commercial progressif des nouvelles solutions sur le data et les bouleversements liés à la mise en œuvre du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données), Madvertise a réalisé une activité record au 2<sup>nd</sup> semestre d'un montant de 10 M€ soit une croissance de +33% du chiffre d'affaires en séquentiel (vs. 1<sup>er</sup> semestre 2018) et en progression de +8% par rapport au 2<sup>nd</sup> semestre 2017.

Par zone géographique, l'international a porté la croissance du groupe en 2018 (+11,5% de croissance annuelle), et notamment l'Allemagne qui a continué d'enregistrer une croissance extrêmement dynamique de +31,5% sur l'exercice. Perturbé par les élections et le non renouvellement d'un contrat avec un opérateur télécom en passe d'être racheté au 1<sup>er</sup> semestre, l'Italie se redresse au 2<sup>nd</sup> semestre avec un repli de l'activité limité à -5,0% (croissance de +55,0% au 2<sup>nd</sup> semestre 2018 vs. 1<sup>er</sup> semestre 2018).

En France, après les réorganisations menées au sein de plusieurs agences et le recentrage opéré vers les éditeurs premium au 1<sup>er</sup> semestre, l'activité s'est aussi redressée au 2<sup>nd</sup> semestre (croissance séquentielle de +5,0% d'un semestre à l'autre). Sur l'ensemble de l'exercice, le recul est ainsi limité à -17,8% (vs. -22,4% à l'issue du 1<sup>er</sup> semestre).

En 2019, Madvertise va consolider sa position d'acteur de référence des technologies de publicité sur mobile avec une offre renforcée autour de sa plateforme SAS.

Le Groupe a ainsi dévoilé en début d'année « Blue Stack », une suite logicielle unique sur le marché permettant aux éditeurs de gérer les ventes directes comme programmatiques, la data ou encore les briques de consentement (normes RGPD). Madvertise a également annoncé que son offre est conforme au programme « Open Measurement SDK » de l'IAB TECH LAB (Interactive Advertising Bureau) afin d'assurer aux annonceurs sa capacité à être toujours plus transparent et innovant en devenant l'un des premiers acteurs d'Europe à obtenir cette certification.

Enfin, Madvertise confirme la volonté de se développer sur de nouveaux segments de marché soit en propre soit au travers d'opérations stratégiques.

## **6. Filiales et participations**

### **6.1. Madvertise Média**

La société Madvertise Média exerce une activité de régie publicitaire Premium sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2018 un chiffre d'affaires de 6.456.820 euros, contre 7.650.865 euros pour l'exercice 2017. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 118.584 euros, contre un bénéfice de 442.163 euros en 2017.

#### **6.2. Madvertise Agency**

La société Madvertise Agency exerce une activité d'agence de marketing mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2018 un chiffre d'affaires de 1.083.801 euros, contre 1.542.955 euros pour l'exercice 2017. Le résultat net de l'exercice est une perte de (88.398) euros, contre un bénéfice de 71.754 euros en 2017.

#### **6.3. Madvertise Media Gmbh**

La société Madvertise Media Gmbh exerce une activité de régie publicitaire sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2018 un chiffre d'affaires de 7.171.239 euros, contre 5.458.396 euros pour l'exercice 2017. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 7.640 euros, contre une perte de (122.863) euros en 2017.

#### **6.4. Madvertise Mobile Advertising Srl**

La société Madvertise Mobile Advertising exerce une activité de régie publicitaire sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2018 un chiffre d'affaires de 1.527.544 euros, contre 2.312.739 euros pour l'exercice 2017. Le résultat net de l'exercice est une perte de (54.154) euros, contre une perte de (143.720) euros en 2017.

#### **6.5. Appsfire France**

La société Appsfire exerce une activité de régie publicitaire sur mobile

Elle a réalisé durant l'exercice 2018 un chiffre d'affaires de 1.314.263 euros, contre 1.233.664 euros pour l'exercice 2017. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 124.539 euros, contre un bénéfice de 139.674 euros en 2017.

### **7. Participations croisées**

Les sociétés contrôlées par la Société ne détiennent aucune participation dans la Société.

### **8. Risques et incertitudes**

La Société attire l'attention sur les facteurs de risque susceptibles d'affecter les activités de la Société.

## **8.1. Principaux risques et incertitudes**

Les principaux risques de notre groupe sont liés au contexte macro-économique, aux ruptures technologiques et au contexte social.

### a) Risques relatifs aux marchés sur lesquels intervient le Groupe

- Risques liés aux évolutions réglementaires

A l'entrée en vigueur le 25 mai 2018 du règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD), MADVERTISE avait pris la mesure de l'exigence du consentement des mobinautes au traitement de leurs données de géolocalisation à des fins publicitaires en mettant en place une infrastructure de protection des données des mobinautes comprenant notamment une plateforme de gestion des consentements lors de l'installation des applications mobiles avant la collecte des données des mobinautes.

Madvertise en conformité avec le RGPD a consolidé sa position d'acteur de référence de confiance auprès des éditeurs et de ses partenaires.

Elle reste cependant vigilante sur la position en France et en Europe des autorités de contrôle quant aux problématiques soulevées par la publicité programmatique par enchères en temps réel (RTB) dans le secteur de la publicité comportementale.

Par ailleurs le projet de règlement européen sur le blocage des cookies par défaut, dispositif plus communément appelé e-privacy, fait toujours l'objet de discussion et en l'absence de texte consolidé et de calendrier ferme d'adoption, les enjeux sont difficilement quantifiables.

- Risques liés à l'évolution des marchés et à la concurrence

Le secteur de la publicité mobile est très concurrentiel. Les concurrents du groupe sont de toutes tailles et de tous types, allant de grands groupes internationaux aux petites agences/régies opérant sur des marchés locaux ou régionaux.

Dans ce contexte, Madvertise, doit prévenir les évolutions technologiques et proposer des solutions innovantes pour conserver et améliorer ses positions sur son marché. Pour cela le Groupe effectue une veille régulière du marché de la publicité digitale et de ses concurrents et continue à investir significativement en recherche et développement, la présence sur 3 pays clefs en Europe permet également d'étendre son réseau de veille concurrentiel, et ce en particulier en Allemagne, pays où les éditeurs nationaux ont une position technologique avancé.

### b) Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'hommes clés ainsi qu'au besoin d'attirer et de fidéliser du personnel clé

La réussite du groupe dépend largement du talent et des compétences de ses spécialistes médias, commerciaux et créatifs, ainsi que de la qualité des relations qu'ils entretiennent avec leurs clients. La capacité de la Société à recruter du personnel commercial ou technique de qualité pour assurer sa croissance est primordiale.

c) Risques financiers

- Risques de liquidité et besoin de financement complémentaire

Comme toute entreprise, Madvertise peut potentiellement être soumis à un risque de liquidité.

Afin de prévenir ce risque le groupe dispose :

- de lignes de crédit court terme pour faire face à une augmentation du BFR. Un contrat d'affacturage groupe a été mis en place avec CM-CIC pour couvrir ce besoin pour l'activité de régie publicitaire en France,
- d'un suivi de la trésorerie,
- de convention de trésorerie permettant d'utiliser les excédents de certaines filiales pour couvrir le besoin des autres,
- de contrats de prêt obtenus auprès de BpiFrance en 2017 et auprès de Look&Fin en 2018

Par ailleurs la société étudie toutes les possibilités d'aides publiques, parmi lesquelles celles de Bpifrance.

- Risques liés aux clients

Compte tenu du nombre croissant de clients et de leurs besoins en matière de publicité, la société considère qu'elle n'a pas de dépendance significative à l'égard de client qui serait susceptible d'affecter son activité.

Néanmoins, comme pour tout secteur, les mouvements d'acquisitions et cessions entre les grands acteurs du marché pourraient avoir une incidence sur ses résultats.

## **8.2. Gestion des risques**

En 2016, la part des dépenses publicitaires digitales allouées au mobile s'est encore accrue atteignant 39,6% contre 26% en 2015 (search + display). Les investissements sur le mobile ont également augmenté (+73%) : ils s'élèvent à 1 265m€ en 2016 dont respectivement 346m€ et 821m€ attribués respectivement au social et au search, soit essentiellement Facebook, Instagram et Google (Source : Analyse PwC, déclaratif SEM et IDECAM). La part de marché restante pour le display atteint donc près de 100m€ contre 75m€ en 2015.

Le facteur de risque macro-économique avec l'omni présence des GAFAs est couvert par la croissance du marché et la réallocation de budget pluri média sur le mobile.

Par ailleurs, depuis septembre 2016, l'audience mobile supplante celle des desktops (Source: StatCounter Global Stats - Platform Comparison Market Share) avec une part de 55,63%.

Enfin, le réservoir de croissance reste très significatif avec encore 35% de la population française qui ne dispose pas d'un smartphone (Source : CREDOC « Conditions de vie et aspirations »).

Cette évolution conforte notre positionnement technologique.

Comme en 2015, le gain de nombreux clients à forte notoriété et trafic permet de réduire le risque client, la perte d'un éditeur ne devant pas impacter le résultat de l'entreprise. Néanmoins, nous travaillons sur l'allongement des contrats de régie afin de lisser les risques de renouvellements annuels, ainsi que sur l'accroissement des revenus récurrents afin de sécuriser notre visibilité.

Afin de nous protéger contre le risque technologique, nous avons mis en place une cellule de veille et travaillons à toujours être à la pointe des technologies et anticiper les évolutions.

L'accent mis sur le développement de la part variable de la rémunération des différents salariés contribue à maîtriser le risque social.

Comme en 2016, les différents investissements technologiques, ainsi que le développement prioritaire de notre pôle Régie nous permettent de constater des économies d'échelle à court terme.

## **9. Recherche et développement**

Au cours de l'exercice, cette activité a été portée par les sociétés Madvertise, Mbrand3 et Appsfire avec la mise en fonction des outils technologiques suivants :

- MADVERTISE SDKs

Développement et intégration d'une brique de mesure de visibilité IAB Open Measurement compliant : le Groupe Madvertise est l'une des premières entreprises en France à être certifiée via ce Framework, ce qui permet à nos annonceurs de mesurer la visibilité de leurs campagnes, via notre SDK, de manière indépendante et transparente.

Développement de notre CMP (« Consent Manager Providers ») afin de respecter les nouvelles règles de consentement de la RGPD. Le CMP du Groupe Madvertise est basé sur les spécifications de l'IAB ainsi que les recommandations de la CNIL, et permet à nos éditeurs de récolter un consentement libre, spécifique, éclairée et univoque.

Développement de la collecte de données via notre SDK propriétaire (MADVERTISE LOCATION) sur IOS et Android. Cette innovation prend en compte toutes les règles de la RGPD, intégrées dans notre CMP.

- MAS Algo

Cette technologie permet de maximiser, à la fois les revenus de nos éditeurs et la qualité de la publicité diffusée. Pour ce faire, un algorithme développé en interne permet de mettre en compétition d'autres SDKs et va calculer le meilleur réseau à appeler selon un ordre de priorité.

- MAT DATA TOOL

MAT (« Madvertise Audience Targeting ») est une solution logiciel de collecte, tri, classement et d'hébergement de données provenant de notre SDK. Cette innovation nous permet d'apporter de la valeur ajoutée à une énorme quantité de données en définissant des audiences et segments.



## **10. Informations sur le personnel et l'environnement**

### **10.1. Personnel**

Au 31 décembre 2018 la société emploie 66,1 ETP (équivalent temps plein) soit :

- cadres : 46,7
- agent de maîtrise : 0
- employés : 19,4

Le personnel qui constitue une valeur essentielle de l'entreprise est géré par la Direction Générale assistée des cadres de l'entreprise aussi bien pour l'organisation du travail que pour les modalités du dialogue social.

### **10.2. Environnement**

Eu égard à la nature des activités et à l'organisation de la Société, ces informations ne paraissent pas pertinentes ;

## **11. Conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce**

Nous allons vous donner lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce renouvelée par tacite reconduction au cours de l'exercice 2018 ou qui se sont poursuivies au cours dudit exercice.

## **12. Prise de participation**

Au cours de l'exercice écoulé, aucune prise de participation n'a eu lieu.

## **13. Prise de contrôle**

Au cours de l'exercice écoulé, aucune acquisition n'a eu lieu.

## **14. Cession de participation**

Au cours de l'exercice écoulé, aucune participation n'a été cédée.

## 15. Rapport sur le Gouvernement d'entreprise

### 15.1. Modalités d'exercice de la direction générale de la Société

Conformément à l'article L 225-37-4, 4° du Code de commerce, nous vous indiquons les modalités d'exercice de la direction générale n'ont pas été modifiées depuis le dernier exercice . A titre informatif il est rappelé que votre Conseil d'administration a opté pour le Cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général.

### 15.2.

#### Informations concernant les mandataires sociaux de la Société : Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés

Conformément aux dispositions des Articles L 225-37-4,1° et L 225-102-1alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons en Annexe 14 .1 du présent rapport, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires, sociaux de la Société.

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'Administration de votre société est composé de six administrateurs, dont deux sont indépendants.

Le conseil d'administration n'a pas distribué de jetons de présence au cours de l'exercice écoulé.

La durée des fonctions des administrateurs est de 2 ans. Les mandats de la totalité des administrateurs arrivent à échéance à l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à tenir en 2019.

Nom	Mandat	Fonction opérationnelle dans la Société	Date de 1 <sup>ère</sup> nomination et de fin de mandat
Paul AMSELLEM	Président Directeur Général	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 03 février 2011 Echéance du mandat : 23 juin 2019
Gonzague Le Roy de la Tournelle	Administrateur	VP manager advertising	1 <sup>ère</sup> nomination : 16 novembre 2011 Echéance du Mandat : juin 2019
Henri de BODINAT	Administrateur	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 28 juin 2013 Echéance du Mandat : juin 2019
Gilles ENGUEHARD	Administrateur	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 26 juin 2015 Echéance du Mandat : juin 2019
Michael AIDAN	Administrateur	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : Cooptation par la CA du 14 mars 2017 ratifiée par l'AG du 23 juin 2017 Echéance du Mandat : juin 2019
Isabelle WEILL	Administrateur Indépendant	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 27 juin 2016 Echéance du Mandat : juin 2019

Les mandats de chaque administrateurs Messieurs Paul Amsellem, Gonzague le Roy de la Tournelle, Henri de Bodinat, Michael Aidan et Gilles ENGUEHARD et de Madame Isabelle WEILL arriveront à expiration à l'issue de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Le prochain conseil d'administration appelé à prendre des décisions en vue de la préparation et de la convocation de l'assemblée générale mixte appelée à statuer sur les comptes dudit exercice fera des propositions de renouvellement ou de non renouvellement avec proposition de remplacement le cas – échéant pour chaque administrateur.

**15.3. Convention(s) conclue(s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale**

Convention de clôture de compte courant et d'abandon de créances entre la Société et sa filiale à 100 % la société MADVERTISE MOBILE ADVERTISING S .R.L à hauteur de 75 000 euros, autorisée par le conseil d'administration le 17 juillet 2018.

**15.4. Personne concernée : M. Gonzague Le Roy de la Tournelle, administrateur de la Société et également dirigeant mandataire social de la société MADVERTISE MOBILE ADVERTISING S .R.L Tableau des délégations (pouvoirs et compétences)**

Un tableau des délégations de pouvoirs et de compétence conférés par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce, accordés et/ou utilisés au cours de l'exercice écoulé figure en Annexe au présent rapport.

**16. Situation des mandats des Commissaires aux comptes**

L'Assemblée Générale en date du 20 juin 2014 qui a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 a confirmé les mandats :

- du Cabinet Ancette & Associés, Commissaire aux comptes titulaire, et
- de Monsieur Jérôme Ploquin, Commissaire aux comptes suppléant,

pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui se tiendra en 2020.

**17. Participations des salariés au capital**

A la clôture de l'exercice, les salariés du Groupe détenaient directement et indirectement 9,6%.% du capital de la Société.

Aucun titre de la Société ne fait l'objet d'une détention collective (PEE ou FCPE) ou sont frappés d'une inaccessibilité.

La Société a mis en place un plan de stock-options à destination d'un salarié de MADVERTISE AGENCY

La Société a mise en place un plan d'attribution d'actions gratuites à destination de trois salariés du groupe Madvertise.

## 18. Répartition du capital

18-1 Au 31 décembre 2018, le capital social de la Société est composé de 10.039.912 actions de 0,10 euro de valeur nominale. A chaque action correspond un droit de vote.

Nous vous indiquons qu'au cours de l'exercice aucun franchissement de seuil de 50 % et de 95 % n'a été déclaré à la société en 2018.

### 18-2 Valeurs mobilières

- 581 864 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1,25 €
- 304 606 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1,25 €
- 66 575 Options de Souscription d'Actions pour un prix de souscription de 1,84 €.
- 30 000 Options de Souscription d'Actions pour un prix de souscription de 0,86 €

#### ✓ Obligations convertibles en actions

Par décision du Conseil d'administration du 14 décembre 2016 et des décisions du directeur général du 03 février 2017, la société a émis (727 272) Obligations Convertibles en Actions (OCA) convertibles en action à la date d'échéance le 14 décembre 2019.

#### ✓ Actions gratuites attribuées au cours de l'exercice 2018

Le conseil d'administration de Madvertise a, en date du 17 octobre 2018, attribué un total de 125 000 actions gratuites d'une valeur nominal de 0,10 euros chacune, reparti entre trois salariés du Groupe Madvertise. La livraison des Actions gratuites aura lieu à l'issue de la Période d'Acquisition de deux ans soit le 20 octobre 2020.

#### ✓ Bons de souscription d'actions émis au cours de l'exercice 2018

Le conseil d'administration de Madvertise a en date du 17 octobre 2018, émis un total de 170 000 Bons de souscription d'actions (BSA 2018) répartis entre deux administrateurs. Chaque BSA 2018 donnera à son titulaire le droit de souscrire, une (1) action ordinaire au prix unitaire de 0, 732 euros par action soit une prime d'émission de 0, 632 euros par action nouvelle. les BSA 2018 sont exerçables depuis le 17 octobre 2018 et deviendront caduques de plein droit le 17 octobre 2028.

Le conseil d'administration de Madvertise a en date du 30 octobre 2018, émis un total de 70 000 Bons de souscription d'actions (BSA 2018) a un salarié du Groupe. Chaque BSA 2018 donnera à son titulaire le droit de souscrire, une (1) action ordinaire au prix unitaire de 0, 633 euros par action soit une prime d'émission de 0, 533 euros par action nouvelle. Les BSA 2018 sont exerçables depuis le 30 octobre 2018 et deviendront caduques de plein droit le 30 octobre 2028.

Les dirigeants n'ont pas déclaré d'opérations particulières au cours de la période.

## 19. Rachat par la Société de ses propres actions

Au 31 décembre 2018, la Société ne détenait que les 6 436 actions consacrées à l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à la société Louis capital Market, représentant 0,1 % du capital social.

## **20. Informations sur le contrat de liquidité**

Conformément aux stipulations de l'article L 225-211, le Conseil d'administration doit indiquer le nombre d'actions achetées et vendues au cours de l'exercice par application des articles L 225-209 et suivants du Code de commerce, ainsi que les cours moyens des achats et des ventes.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale du 16 novembre 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'acquisition d'actions de la Société.

Du 01 janvier 2018 au 31 décembre 2018 :

- 44 599 actions ont été achetées – cours moyen des achats pour la période : 0.99 €
- 40 997 actions ont été vendues – cours moyen des ventes pour la période : 1.01€

Au 31 décembre 2018, la Société détenait à travers ce contrat de liquidité 6 436 actions propres, évaluées à 422,98 € (valeur nominale de l'action de 0,10 euro) à la fin de l'exercice. Le montant des frais de négociation s'est élevé à 0 euros.

## **21. Nombre de réunions annuelles du Conseil d'administration et taux de participation**

Au cours de l'exercice 2018, le Conseil d'administration s'est réuni 5 fois. La moyenne du taux de présence des administrateurs a été de 84 %.

Les fonctions de Président du Conseil d'Administration et Directeur Général sont assumées par Monsieur Paul AMSELLEM. Aucune limitation statutaire et/ou formelle n'est apportée à ses pouvoirs.

\* \* \*

Nous vous présentons dans un rapport séparé les résolutions à adopter à titre extraordinaire que nous soumettons à votre approbation.

Les projets de résolutions qui vous sont remis reprennent les principaux points de ce rapport. Nous vous demandons de bien vouloir approuver l'ensemble des résolutions présentées.

Nous sommes bien entendu à votre disposition pour répondre à toute question que vous pourriez avoir.

Le Conseil d'administration

**Annexe 2.3**

**Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices**

Nature des Indications / Périodes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
<b>I - Situation financière en fin d'exercice</b>					
a) Capital social	1 003 991	1 003 991	1 003 991	833 991	800 093
b) Nombre d'actions émises	10 039 912	10 039 912	10 039 912	8 339 912	8 000 930
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	727 272	727 272	-	-	-
<b>II - Résultat global des opérations effectives</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	692 202	717 771	891 474	744 660	772 162
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	- 1 083 444	-1 258 608	-1 344 724	-943 921	-276 592
c) Impôt sur les bénéfices	-	-368 551	-	-	-
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	- 1 083 444	-890 057	-1 344 724	-943 921	-276 592
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-1 838 576	-1 287 237	-1 631 360	-1 516 150	-17 280
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
<b>III - Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	-0.11	-0.09	-0.13	-0.11	-0.03
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	-0.18	-0.13	-0.16	-0.18	0
c) Dividende versé à chaque action					
<b>IV - Personnel :</b>					
a) Nombre de salariés	5	4	5	6	5
b) Montant de la masse salariale	284 863	272 881	287 031	310 255	310 227
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	122 163	110 113	106 440	130 967	118 546

**Annexe 15.1**

**Administrateurs**

**Paul Amsellem :**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur - Président-Directeur Général
Nemapp (société à responsabilité limitée)	Gérant
Reworld Media	Administrateur
AMCO Invest (société par actions simplifiée)	Président
Tchapper	Gérant
Wiztek	Président

**Gilles Enguehard:**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
Atenys ( SARL)	Gérant
Network Finances (SAS)	Président
Rosheart Finances (SARL)	Gérant
Madvertise (société anonyme)	Administrateur
Immo Park Montera	Gérant
One experience	Admnistrateur
Princesse fee	Gérant
The Blockchain group	Administrateur

**Gonzague Le Roy de la Tournelle :**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur
Godelato	Gérant
Famest France	Président
Vodaka	Président

**Henri de Bodinat**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
Madvertise	Administrateur
Musisoft Distribution	Président
Resonances	Administrateur
Catering International et Services	Administrateur
SCI Lescop	Gérant
DVDPerplay	DG Délégué
Time Equity Partners	Président
Howto Media Group	Administrateur
Esperance	Président

**Isabelle WEILL**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur
SC I&CW	Gérante

**Monsieur Michael AIDAN**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur
Once upon a time consulting	Président
Portage visitandines	Gérant



**Annexe**

**Délégation de pouvoirs et/ou de compétences**

N° résolut*	Délégations de compétences données au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 25 juin 2018	Montant nominal maximum autorisé	Plafond global	Durée de la délégation	Utilisation pendant l'exercice 2018	Solde restant dispo au 31.12.18	Utilisation pendant l'exercice 2018	Solde restant dispo au 15/04/19
7	Délégation dans le cadre d'un rachat d'actions	10 % du capital social	N/A	18 mois (j.25.12.19)	Oui	Contrat de liquidité 422,98 € et 8 436 titres au 31/12/18	Oui	N/A
8	Délégation d'annulation des actions rachetées dans programme rachat d'actions	10 % du capital social	N/A	18 mois (j.25.12.19)	Non	103 399,12 euros	Non	103 399,12 euros
9	Délégation pour augmentation du capital social en numéraire par émission d'actions avec maintien du DPS	1 000.000 euros	2.000.000 euros (20° reso)	26 mois (j.25.08.20)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
10	Délégation pour augmentation du capital social en numéraire par émission d'actions avec suppression du DPS (par voie d'offre au public)	1 000.000 euros	2.000.000 euros (20° reso)	26 mois (j.25.08.20)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
11	Délégation pour augmentation du capital social par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (placement privé)	20 % du capital social par an	2.000.000 euros (20° reso)	26 mois (j.25.08.20)	non	206 798,24 euros	Non	206 798,24 euros
12+13	Délégation pour augmentation du capital social réservée au profit de catégories de personnes avec suppression du DPS	1 000.000 euros	2.000.000 euros (20° reso)	18 mois (j.25.12.19)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
14	Délégation pour augmentation de capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission, de fusion ou d'apport	500.000 euros	N/A	26 mois (j.25.08.20)	Non	500.000 euros	Non	500.000 euros
15	Délégation à conférer au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des BSA 2018	05 % du capital social	2.000.000 euros (20° reso)	18 mois (j.25.12.19)	Oui	501 995 BSA 2018	240 000 BSA 2018	261 995 BSA 2018
17	Autorisation au Conseil d'Administration à l'effet d'attribuer des actions gratuites	05% du capital social	2.000.000 euros (20° reso)	38 mois (j.25.08.21)	Oui	501 955 actions gratuites	125 000 actions gratuites	376 955 actions gratuites
18+19	Délégation pour procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés avec suppression du DPS	300.000 euros	N/A	26 mois (j.25.08.20)	résolutions rejetées par l'AG	NA	NA	NA
20	Limitation globale du montant des augmentations de capital pouvant résulter des délégations de compétence visées aux 9e, 10e, 11e, 12e, 15e et 17e résolutions	2.000.000 euros / 20.000.000 actions	2.000.000 euros / 20.000.000 actions	N/A	Oui	1 983 500 euros	36500 euros	1 983 500 euros
21	Délégation à conférer au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital en vertu des aux 9e, 10e, 11e, et 12e résolutions	15% de l'émission initiale	N/A	26 mois (j.25.08.20)	Non	N/A	Non	NA